

LES NÉOCONSERVATEURS ET LA RELATION TRANSATLANTIQUE

Giulietto Chiesa : « L'Occident a vécu »



Le journaliste et philosophe italien Giulietto Chiesa vient d'être élu au Parlement européen. Sa pensée exerce une influence notable sur la gauche critique en Europe. Pour lui, l'affaiblissement du lien transatlantique est inéluctable. L'Europe doit se démarquer des États-Unis, désormais emportés par leur ambition impériale, autant dans son propre intérêt que dans celui du reste du monde. Il a accordé un entretien à Gennaro Carotenuto.

page 2

La belle démocratie irakienne

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

La Coalition mobilise ses relais d'opinion pour vendre l'élection en Irak comme une grande avancée démocratique. Toutefois, Salim Lone souligne que la Coalition n'a pas d'autre but en organisant ces élections que de légitimer son occupation. Sami Ramadani observe pour sa part que le taux de participation dont la Coalition s'enorgueillit n'est pas vérifiable puisque les autorités sont dans l'incapacité d'indiquer le nombre d'inscrits.

page 9

REPÈRE : 1ER FÉVRIER 1962

Répression française au Cameroun

Au Cameroun, pour réduire la révolte de l'UPC, Jacques Foccart, artisan de la politique africaine du général De Gaulle, crée le SDECE Afrique et sa filiale camerounaise, le SEDOC. Pour « casser » la rébellion bamiléké, il envoie un corps expéditionnaire sous l'autorité du général Max Briand, qui a commandé durant deux ans en Indochine le 22ème RIC, « les casseurs de Viets ». Pour « éradiquer » l'UPC, Briand applique les méthodes utilisées en Indochine et Algérie : camps de regroupement, politique de la terre brûlée, bombardements au napalm, destruction des villages.

En gare de Douala, un groupe de 52 détenus, hommes, femmes et enfants est embarqué tôt le matin, le 1er février 1962, dans un wagon métallique dont la porte est verrouillée. Quand le train arrive à Yaoundé au début de la soirée, l'asphyxie a fait son œuvre : le gendarme qui ouvre le wagon découvre 25 cadavres.

(Source : Calendrier des crimes d'outre-mer : <http://perso.wanadoo.fr/jacques.morel67/ccfo/crimcol/node22.html>) ■



LA TURQUIE PRÊTE À INTERVENIR MILITAIREMENT EN IRAK

Si les Irakiens kurdes ont massivement participé aux élections, ils ont aussi voté pour l'indépendance du Kurdistan au cours d'un référendum parallèle. Selon la presse turque, ces consultations ont donné lieu à de nombreuses irrégularités visant à exclure les électeurs turkmènes, assyriens et chaldéens.

Le ministre des Affaires étrangères turc, Abdullah Gül, puis le Premier ministre, Recep Erdogan, ont mis en demeure la Coalition d'exercer ses responsabilités et de mettre fin immédiatement aux déplacements de population au Kurdistan irakien. Le sous-secrétaire à la Défense Douglas Feith, présent à Ankara à l'occasion d'un sommet secret entre le Premier ministre palestinien et le chef d'état-major israélien, n'a pas réussi à calmer leurs inquiétudes. Pour dissuader la Turquie d'intervenir militairement en Irak, Condoleezza Rice se rendra samedi à Ankara. ■

Les néoconservateurs et la relation transatlantique

Giulietto Chiesa :

« L'Occident a vécu »

Le journaliste et philosophe italien Giulietto Chiesa vient d'être élu au Parlement européen. Sa pensée exerce une influence notable sur la gauche critique en Europe. Pour lui, l'affaiblissement du lien transatlantique est inéluctable. L'Europe doit se démarquer des États-Unis, désormais emportés par leur ambition impériale, autant dans son propre intérêt que dans celui du reste du monde. Il a accordé un entretien à Gennaro Carotenuto.



Lire cet article en

 **Español**

 **Russe**

Giulietto Chiesa est né dans le Piémont en 1940. Journaliste de 1980 jusqu'à 2000, il a été correspondant à Moscou pour *L'Unità*, puis pour la *Stampa*, et est devenu l'un des soviétologues les plus réputés au monde. Il a écrit pour un grand nombre de médias, en Russie, aux États-Unis et en Suisse, en Allemagne et même à Radio Vatican. Son œuvre d'essayiste est fondamentale pour appréhender la chute de l'URSS. Il a travaillé entre autres sur la mondialisation, le système médiatique mondial et les guerres.

Dans ses ouvrages, *La Guerre sans fin* et *Le Superplan*, il expose sa théorie du

dépassement de la démocratie libérale, liquidée par une super-élite mondiale. En juin, il a été élu député européen et siège au groupe Alliance des Libéraux et Démocrates pour l'Europe (ALDE). Il est par ailleurs, administrateur du World Political Forum.

Question : *Nous sommes au début du second mandat de l'administration Bush. Le symbole que l'on retiendra du premier mandat sera probablement, au moins sur le sujet des relations transatlantiques, le discours de Donald Rumsfeld sur « la vieille Europe ». Le lien trans-atlantique s'est distendu.*

Giulietto Chiesa : Et il n'y a aucune perspective d'amélioration. Rumsfeld a explicité froidement cette réalité. Robert Kagan a écrit que « l'Occident a vécu » et je suis d'accord avec lui. Les « neocons » sont à l'origine de la prise de distance des États-Unis vis-à-vis du reste de « l'Ouest », ils manifestant ainsi leur autonomie. Peut-être se considèrent-ils encore comme Occidentaux, mais il faudrait probablement trouver une nouvelle définition : les États-Unis ne sont déjà plus occidentaux.

Toutefois, au-delà de divergences ponctuelles - l'énergie, l'acier, le Protocole de Kyoto, la concurrence euro/dollar - il demeure une convergence d'intérêts au sein du premier monde par opposition au reste de la planète.

Giulietto Chiesa : Lors des grandes transitions historiques tout n'apparaît pas immédiatement clairement, cependant les idées forces affleurent. Il existe aujourd'hui un système économique unique dont l'Europe est partie intégrante et qui repose sur un socle commun, par exemple l'économie de marché. Toutefois, il subsiste des différences. Bien que « l'Europe des multinationales » soit semblable aux « États-Unis des multinationales », ces deux types d'économies de marché sont encore très différentes.

En quoi le tiers-monde devrait-il percevoir ces différences ?

Giulietto Chiesa : La structure mentale du marché européen n'est pas semblable à la structure mentale du marché états-unien. Aux États-Unis les principes fondateurs de la tradition capitaliste ont été dépassés par une transformation structurelle : il n'y a plus de propriété. Dans les grandes entreprises états-uniennes les grandes familles ont disparu, et la propriété a été remplacée par le règne des managers. C'est une nouvelle classe, que j'appelle « superclan », qui en Europe n'existe pas.

Pourquoi l'Europe ne serait-elle pas simplement quinze ou vingt ans en arrière dans l'application de ce modèle ? Pourquoi par exemple un latino-américain devrait-il faire la différence entre la politique de prédation de l'Espagnol Repsol et celle de Shell ?

Giulietto Chiesa : C'est vrai. Toutefois la situation internationale évolue rapidement, et actuellement l'Europe ne semble pas prendre le même chemin. Nous sommes confrontés à une crise inédite de la relation entre l'être humain et la nature. Sans cette crise, toute la planète serait probablement absorbée par la vision états-unienne qui implique la fin de la démocratie occidentale, la fin des contradictions sociales et l'avènement d'un monde pire que celui imaginé par Orwell. Toutefois, les multinationales européennes ne sont pas, pour le

moment, en mesure de concurrencer les états-uniennes.

La société civile européenne est encore mille fois plus puissante que l'états-unienne, qui a déjà été complètement détruite. Les multinationales et le « superclan » n'ont plus de frein à leurs appétits. Ici ce n'est pas le cas. Et plus les différences s'accroissent, plus croît la réaction nationale et populaire. En fin de compte, le projet de transposition du modèle américain en Europe s'avère littéralement impossible. Nous avons à faire face à l'épuisement des ressources et à la fin de l'illusion que celles-ci étaient infinies. Cela nous éclaire sur la plus grande contradiction sur laquelle est bâti le système : l'infinité des désirs.

La grande usine à rêves, une économie basée sur la stimulation de désirs infinis, de consommations induites et inutiles, bute aujourd'hui sur le fait que les ressources ne sont pas infinies. Cette contradiction s'imposera durant les vingt prochaines années, soit bien avant une possible adaptation européenne à ce modèle.

Si les « néocons » ont un mérite, c'est celui d'offrir un modèle de développement et de domination clair. Mais, si c'est de temps dont il est question, l'Europe avec une société civile structurée, aux représentations politiques complexes, l'Europe de l'écologisme, du pacifisme, aura-t-elle le temps de sauver la planète de la catastrophe annoncée par le modèle néo-conservateur ?

Giulietto Chiesa : Nous n'avons aucunement l'assurance de pouvoir les arrêter. S'opposer, cela veut dire commencer à agir concrètement sans présumer d'une victoire, car les meilleurs idées ne sont pas toujours celles qui finissent par s'imposer. Mais je suis confiant, cette crise est à l'origine d'une telle tension entre les États-Unis et l'Europe, que l'on peut en imaginer les conséquences sur d'autres civilisations et cultures différentes et hostiles : La Chine, l'Inde, le monde musulman, la Russie - qui n'est pas morte - . Il s'agit là de réalités qui se heurtent à la prétention globalisante de la pensée unique et entrent en contradiction avec l'équation entre intérêt national états-unien et la gestion du pouvoir mondial.

L'intérêt national des États-Unis entre aujourd'hui en opposition avec l'intérêt national de toutes les autres réalités historiques. S'il est permis de parler de choc de civilisations, celui-ci n'est pas entre Occident et islam, mais entre les États-Unis et le reste du monde. C'est pour moi d'une clarté absolue.

L'Amérique latine est un bon exemple, de la prétention que ce qui est bon pour les États-Unis est bon pour tous. Dans la volonté proclamée d'un projet hégémonique, d'un « nouveau siècle américain », quelle accélération a représenté le mandat de Bush ?

Giulietto Chiesa : C'est une accélération parce que les actuelles classes dirigeantes états-uniennes, tant les techniciens que les religieux, ont en tête l'apocalypse. Et je le dis sans ironie. Les « néocons » religieux pensent réellement à l'apocalypse, des gens comme Gore Vidal et d'autres l'ont déjà écrit. Dans leur vision du monde, ils sont convaincus qu'il faut faire face à une grande tragédie : ou convertir ou extirper. Il est clair qu'ils imaginent une

palingénèse terrible.

Mais également d'un point de vue plus scientifique, nous savons que les dirigeants les mieux informés avaient, bien avant le 11 septembre, des raisons de penser qu'un 11 septembre serait très utile. Il y a une affirmation décisive dans « Le Projet pour un nouveau siècle américain » : les transformations que nous devons introduire dans la politique mondiale nécessiteraient, dans des conditions normales, un grand laps de temps. Toutefois nous devons raisonner comme s'il devait se produire artificiellement une radicale mutation en cours de route pour raccourcir cette transition.

Ils savent, et nous savons, que les ressources s'assècheront rapidement, c'est ainsi qu'ils ont besoin d'imposer une mutation radicale par l'utilisation de la force. La citation se termine ainsi : à moins qu'on ne crée quelque chose comme un nouveau Pearl Harbor.

« *Like a new Pearl Harbor* », disent-ils textuellement, je n'invente rien. Ils savent que le monde court vers un rapide règlement de comptes. L'épuisement des ressources sera l'élément visible, proche et inévitable, et les États-Unis doivent s'atteler immédiatement au problème de la domination de la planète et de ses ressources. Cela ne se fera pas en deux minutes, il faut le préparer à l'avance dans l'attente du grand choc qui se produira contre la Chine.

Et ce scénario, d'un point de vue géopolitique et dans une perspective anti-chinoise, amène dans l'ordre naturel des choses une alliance stratégique avec la Russie. Toutefois, nous assistons à une convergence politique sur le sujet du terrorisme, accompagnée d'une divergence géostratégique, en commençant par le Caucase et l'Asie centrale. Ceci fait sûrement partie de l'idiosyncrasie états-unienne, qui prétend annihiler totalement l'ennemi. Mais les États-Unis ne peuvent établir un cordon sanitaire autour de la Chine qu'avec une Russie puissante.

Giulietto Chiesa : Cela supposerait une intelligence des élites politiques états-uniennes supérieure à celle que les faits montrent. Ils envisagent l'utilisation de la force tous azimuts. Aujourd'hui les États-Unis ne veulent ni d'alliés, ni d'alliances, ils veulent des serfs et des subordonnés. La politique impériale les aveugle complètement. Ils ont hâtivement cru avoir colonisé la Russie avec Eltsine. Ils ont pensé que c'était suffisant.

Une fois Eltsine parti, ils ont permis à Poutine d'accéder au pouvoir et ont pensé qu'il suivrait la ligne de son prédécesseur. Il n'en a malheureusement pas été ainsi. Poutine est un homme disposé à tous les jeux du pouvoir. Mais Poutine est russe. Et c'est un détail qui révèle l'ingénuité des « néocons ». Ils n'ont pas lu Fernand Braudel, et ne savent rien des forces profondes de l'Histoire. Ils ont cru avoir définitivement colonisé la Russie.

Et pourtant ils n'y arrivent pas. Et en ce moment, nous assistons une rupture entre la Russie et les États-Unis. Les héritiers d'Eltsine, ceux qui ont démolé l'Union Soviétique, ont spéculé pensant pendant un temps faire partie d'un jeu qui, au contraire, les menace. Vladimir Poutine perçoit clairement que les États-Unis sont disposés à les frapper. La guerre Tchétchène est une construction des

États-Uniens. La Turquie a eu un rôle important, et les services ont collaboré. Ils ont laissé agir les financiers du terrorisme tchéchène, les wahhabites saoudiens, l'ISI pakistanais, et les services turcs.



Elbio Ramirez : « Natividad criolla »

Ce n'est pas par hasard, qu'en pleine guerre tchéchène et dans l'attente de la chute de Boris Eltsine, le président Clinton a fait un voyage à Ankara pour signer l'accord pour la construction de l'oléoduc qui passera par la Géorgie et de la Turquie en évitant la Russie. La guerre en Tchétchénie a été splendidement utilisée pour poignarder dans le dos Eltsine tout en le traitant comme un Quisling [1].

Pouvons-nous imaginer que Poutine ne l'aie pas compris ? Poutine a compris que son rôle dans ce jeu

était seulement subalterne. Mais il

est habile et pense que la Russie doit être grande. Il a fait ce qui était en son pouvoir pour que la Russie ne soit pas une cible pour les États-Unis. Il ne l'a pas obtenu. Si nous nous éloignons du mirage de la lutte contre le terrorisme international le jeu devient plus clair : l'attaque contre Poutine a commencé avec l'entrée en politique du millionnaire Mikhail Khodorkovsky, qui voulait vendre Yukos à Exxon-Mobil pour 25 milliards de dollars. Poutine l'a compris, a arrêté Khodorkovsky [2] et a commencé à jouer son propre jeu. Ces choses ne se disent pas, elles se font.

Le *New York Times*, après de nombreuses années de silence, a de manière inattendue dans un long éditorial non signé, attiré l'attention sur le danger des armes atomiques russes. On n'avait plus parlé de cela parce qu'Eltsine avait donné les codes des armes atomiques russes aux États-Unis. Poutine a maintenant changé ces codes sans les communiquer aux États-Uniens. Et ainsi les armes atomiques russes font à nouveau les gros titres. Le *Times* demande qu'on aide la Russie à les démanteler. Mais Poutine ne veut pas le faire, et les États-Unis à ce jour ne sont pas capables du moindre discours de cogestion, ils parlent seulement en termes impériaux.

Pour en revenir à la relation avec l'Europe, si quelques pays, indépendamment de la couleur politique des gouvernements, prennent leurs distances avec les États-Unis, il y a d'autres gouvernements et non des moindres qui sont très loin de s'éloigner de la subordination à l'unilatéralisme de Washington.

Giulietto Chiesa : C'est vrai, et ce bien que j'aie une interprétation hétérodoxe. Ce n'est pas par le fruit du hasard que l'Allemagne et la France, passant outre leurs majorités politiques respectives, réagissent de la même manière face aux États Unis. C'est une réaction physiologique de grande importance politico-culturelle. Les deux États les plus puissants d'Europe expriment les derniers vestiges de la représentation démocratique de l'État

occidental. Ce n'est pas un caprice de Gerhard Schröder ou de Jacques Chirac : « l'Europe des nations » est le seul rempart contre « l'Europe des multinationales » et contre la fin de la démocratie. En Europe coexistent deux âmes : l'Europe des nations et des peuples et l'Europe des multinationales. Et il y a un abîme entre les deux.

Le paradoxe est que l'Europe des nations est la plus avancée, intellectuellement, c'est elle qui a construit l'Europe de la supranationalité. C'est cette Europe qui a compris que beaucoup de décisions ne peuvent être prises par les États-nations. Et il y a là encore un peu de démocratie, un peu de représentation de la société civile.

Les institutions représentatives de la démocratie bourgeoise et libérale se défendent ainsi d'une idée dans laquelle le concept de démocratie libérale lui-même est démolit par le « superclan », qui est le contraire de la démocratie libérale. C'est un processus qui est en cours de développement. Je ne sais pas qui gagnera, si ce sera les multinationales qui raisonnent selon les termes de Wall Street ou les États-nations. Mais j'ai encore confiance, les États-nations européens s'ils sont unis, sont capables de lancer une contre-offensive contre la fin de la démocratie visée par le « superclan ».

Toutefois, l'élargissement à dix nouveaux pays, ainsi que la perspective de l'entrée de la Turquie, sont des points marqués par les États-Unis et la Grande-Bretagne qui visent à la dilution et à l'affaiblissement de la construction européenne.

Giulietto Chiesa : C'est précisément ce que je constate à Bruxelles. L'arrivée des dix affaiblit l'Europe. L'Europe n'a pas su se tourner vers l'Est. L'Allemagne d'Helmut Kohl a seulement veillé sur l'autre l'Allemagne. Et de fait, on a délégué aux États-Unis la tâche de reconstruire la Russie et l'Est de l'Europe. Les États-Unis l'ont assumée, dans le sens étroit de la colonisation, en obtenant le succès fantastique et immédiat d'avoir tous ces pays sous leur domination. Et ils l'ont fait en utilisant l'OTAN. Ainsi l'Union a unifié l'Europe, seulement après que les États-Unis l'eussent déjà fait par l'OTAN.

Cette solution est-elle permanente ? Je ne le crois pas. Les opinions publiques de l'Est ont été plus réceptives à l'idée de l'Europe que ne l'ont été leurs classes dirigeantes. La guerre - à laquelle la majorité des gouvernements de l'Est ont adhéré avec enthousiasme - effraye les peuples de l'Est comme ceux de l'Ouest. Nous ne savons donc pas combien durera l'hégémonie états-unienne. Par contre, une Europe se dessine avec l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Grèce, qui est fortement anti-états-unienne. Et l'hégémonie états-unienne s'érode jour après jour en Irak. L'Europe avec des hommes d'État de valeur pourrait mener une forte contre-offensive hégémonique. Elle peut le faire en s'entendant avec la Russie, avec la Chine, avec le Proche-Orient.

Elle pourrait aussi s'adresser au bloc latino-américain, si elle ne le fait pas avec avidité, voire en fomentant des coups d'État comme l'a fait, par exemple, José María Aznar.

Giulietto Chiesa : Elle peut naturellement le faire. Et elle doit changer toutes

les règles du commerce international. Quelques pistes et portes sont déjà ouvertes. Il y faut rapidement tenir un discours de rapprochement vers la Russie : une politique ouverte de visas, une politique culturelle, une coopération économique et militaire ; une grande opération de reconquête. Mais il faut savoir que la bataille sera longue et dramatique et les prochaines années seront décisives.

L'échec du coup d'État au Vénézuéla est l'élément qui a accéléré la guerre en Irak. Le tableau est maintenant en évolution malgré l'extrémisme obstiné avec lequel a été conduite la guerre irakienne. Il y a des signaux diplomatiques opposées comme la lune de miel entre l'Égypte et la Chine ou, malgré la catastrophe de guerre, les frictions entre alliés historiques au Proche-Orient, l'Arabie Saoudite, l'Égypte.

Giulietto Chiesa : Le projet des « neocons » est de démolir l'ordre des pays arabes modérés pour les transformer en colonies états-uniennes. Les pays modérés ne servent plus à rien, ils doivent devenir rien de plus que des vassaux. Ainsi, si Bush - comme je le crains - est réélu, ces régimes, je parle de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite d'abord, seront renversés. De différentes manières. Le premier assaut sera pour l'Iran, où se joue la partie la plus importante et probablement la prochaine guerre.

Et quand l'Iran aura été défait et qu'Israël sera en mesure d'occuper toute la rive occidentale du Jourdain et d'en finir une bonne fois pour toutes avec l'État palestinien, on pourra aussi alors éliminer la dynastie hachémite en Jordanie, se débarrasser des souverains saoudiens et d'Hosni Moubarak en Égypte. Je ne fais pas de prophéties : c'est ce que veulent des personnages comme Michael Leeden ou Paul Wolfowitz. Ils ont déjà engagé la guerre en Irak comme une partie de ce dessein.

Le « Project for the New American Century » a été paraphé par Richard Perle, Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Lewis Libby (chef de cabinet de Cheney), William J Bennett (ex-ministre de Reagan), et Zalmay Khalilzad (ambassadeur de Bush en Afghanistan).

Gennaro Carotenuto

Journaliste italien, analyste international.

[1] Vidkun Quisling fut le Premier ministre du gouvernement de collaboration norvégien, durant la Seconde Guerre mondiale.

[2] « Bush, Khodorkovsky & Associates », *Voltaire*, 13 novembre 2003.

La belle démocratie irakienne

Analyse

Dans *Le Monde*, James Dobbins, de la Rand Corporation, s'inquiète du bourbier irakien et appelle à un retrait progressif des troupes états-unienne. Cependant, l'analyse du lobbyiste militaro-industriel n'est pas exempte d'arrière-pensées. Il demande la fin de l'occupation, pas l'abandon des 16 bases permanentes. Surtout, une occupation militaire consomme du personnel, pas du matériel. À l'inverse, en libérant du personnel, les États-Unis peuvent se lancer dans de nouvelles opérations militaires qui, elles, consomment matériels et munitions et relancent ainsi le business.

À l'inverse, le général Robert H. Scales, consultant militaire de Fox News, mobilise les lecteurs du *Washington Times* pour redonner à l'Army toutes ses capacités d'intervention. Il réclame, pour assurer l'occupation de l'Irak et pour de nouvelles aventures, 150 000 hommes supplémentaires.

Plus belliqueuse encore, Maggi Mitchell-Salem, ex-assistante du secrétaire d'État de Madeleine Albright, déplore dans le *Daily Star* le manque d'enthousiasme des États-Uniens pour l'épopée irakienne. Ils trouvent le prix trop lourd à payer, financièrement et humainement, et risquent de se désengager. L'auteure ne précise pas en quoi cette aventure vaudrait un tel bain de sang, pas plus que Mme Albright ne précisa pourquoi un demi-million d'enfants morts de l'embargo « c'est un choix très difficile, mais le prix... nous pensons que ça vaut ce prix là » (« 60 Minutes », 12 mai 1996).

L'ambassadeur britannique John Holmes expose dans *Le Monde* la vulgate de la Coalition. Le pays a été libéré de la tyrannie par les grandes démocraties et les insurgés se battent contre l'installation de la démocratie, dont les élections sont la première manifestation.

L'argument est beau, mais ne correspond pas à la réalité. L'Irak n'a pas été

libéré, mais conquis. Ses ressources énergétiques ont été confisquées par les conquérants et le gouvernement issu des urnes n'aura aucune autorité en matière pétrolière. Les insurgés ne se battent pas contre la démocratie, mais résistent à l'occupant. Les élections dans un pays occupé ne sont pas un signe de démocratie, pas plus que les élections sous Saddam Hussein n'en étaient une manifestation.

De son côté, Salim Lone, ancien porte-parole de l'ONU à Bagdad, souligne dans *The Guardian* que la Coalition n'a pas d'autre but en organisant ces élections que de légitimer son occupation. Elles ne sont approuvées que par les Kurdes, en quête d'indépendance, et le grand ayatollah Sistani qui collaborait identiquement avec Saddam Hussein et pour les mêmes raisons : le contrôle de la gestion des lieux de culte chiites.

Le sociologue irakien Sami Ramadan observe, dans le même quotidien, que le taux de participation dont la Coalition s'enorgueillit n'est pas vérifiable puisque les autorités sont dans l'incapacité d'indiquer -à 2 millions près- le nombre d'inscrits. Surtout, cette participation ne vaut pas approbation de l'occupation. Au contraire. C'est un moyen pour la population d'exprimer pacifiquement son hostilité à la tutelle étrangère. À ce propos, l'auteur rappelle que les États-Unis se flattèrent aussi de la forte participation aux élections vietnamiennes de 1967 (83 % !) malgré « le terrorisme Vietcong ». Elle provoquèrent en réalité une recrudescence des combats à laquelle le Pentagone répondit quelques mois plus tard par l'offensive du Têt.

Pour le professeur Shlomo Avineri analyse que l'un des enjeux de l'élection était le passage du pouvoir des sunnites aux chiites. Dans le *Jerusalem Post* il feint de dénoncer un danger d'éclatement du pays, sur le modèle yougoslave alors que l'année dernière, **il appelait explicitement à la sécession du Kurdistan**. Dans la même veine, l'ambassadeur Peter W. Galbraith plaide pour l'indépendance du Kurdistan dans le *New York Times*. Il feint d'accuser l'administration Bush de s'y opposer, alors qu'il est précisément chargé par elle d'y préparer l'opinion publique et de l'organiser, comme il fit en Yougoslavie avec l'efficacité que l'on sait.

En définitive, le leader libéral britannique Charles Kennedy note dans *The Independent* que ces élections ne changeront rien dans la perception des troupes de Coalition par les Irakiens. Elles ne sont positives que dans la mesure où elles fournissent un prétexte pour mettre fin à une expédition militaire qui n'aurait pas dû commencer.

Réseau Voltaire

James Dobbins



James Dobbins est directeur de la Rand Corporation. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie.

« L'Amérique ne peut pas gagner cette guerre »

Source : Le Monde

Référence : « L'Amérique ne peut pas gagner cette guerre », par James Dobbins, *Le Monde*, 28 janvier 2005.

Le début de la sagesse consiste à reconnaître que les États-Unis ne peuvent pas gagner la guerre en cours en Irak. Par suite de ses mauvais calculs initiaux, de son planning mal orienté et de sa préparation inadéquate, Washington a perdu la confiance et l'appui du peuple irakien et a peu de chances de les regagner.

Chaque bombardement d'une ville irakienne éloigne un peu plus de cet objectif. Les seuls qui peuvent gagner cette guerre, ce sont les Irakiens modérés avec un soutien régional et international. En effet, comme l'intervention états-unienne manque de crédibilité et de légitimité aux yeux des Irakiens, l'intervention américaine inspirera des résistances locales tant que le rôle des États-Unis n'aura pas été redéfini.

Si les élections ont bien lieu en Irak, le gouvernement irakien aura une légitimité à peine renforcée car les sunnites seront mal représentés. Les élections polarisent toujours les événements et, dans une société fragile et extrêmement conflictuelle comme l'Irak, elles peuvent élargir le gouffre entre sunnites, d'une part, chiites et Kurdes, de l'autre. Ces élections n'empêcheront pas l'insurrection sunnite de se développer, éventuellement on assistera même à une insurrection chiite et les forces américaines et internationales resteront très impopulaires. Toutefois, si le maintien des troupes américaines en Irak provoque une résistance accrue, leur retrait prématuré pourrait avoir des conséquences bien pires : une guerre civile et une crise régionale aux dimensions imprévisibles. Les États-Unis doivent donc brandir la promesse du retrait pour pousser les Irakiens, les voisins de l'Irak et une grande partie de la communauté internationale à regarder plus loin que leur désir de voir châtier les États-Unis, et à envisager leur intérêt commun : assurer une stabilité à long terme en Irak. Washington va devoir assurer que son objectif fondamental est le retrait complet de ses forces dès que les circonstances le permettront et qu'il n'a nulle intention de maintenir une présence militaire permanente dans le pays. Les forces américaines ont perdu le soutien de la population irakienne. Il faut le regagner en laissant progressivement la responsabilité de la sécurité aux Irakiens qui doivent avoir comme principale préoccupation non pas de tuer des insurgés, mais de protéger les Irakiens afin de regagner leur confiance. Il faut également que les États-Unis fassent tout pour limiter les dommages collatéraux dans des attaques comme celle contre Falloudja.

Il faut également obtenir le soutien des États voisins comme nous avons su le faire en Bosnie ou en Afghanistan, malgré la personnalité des dirigeants locaux. Les efforts que l'administration Bush a accomplis pour forger une coopération régionale et internationale se sont centrés sur la démocratisation et la lutte

contre le terrorisme, mais ces deux projets sont compromis aux yeux de la population car la campagne de démocratisation des États-Unis est associée aux frappes préventives et à l'occupation. Les États-Unis devraient nommer un envoyé spécial en Irak dont la tâche serait de lancer plusieurs consultations simultanées, comme l'ont fait les États-Unis pour les Balkans au milieu des années 1990 et pour l'Afghanistan juste après le 11 septembre. Ces discussions devraient inclure nos alliés et les organisations internationales. D'autres discussions devraient impliquer tous les voisins de l'Irak et d'autres États de la région. Des rôles plus étendus pour les Nations unies, l'OTAN, la Ligue arabe et l'Organisation de la conférence islamique, qui regroupe 56 États musulmans, devraient également être fixés lors de ces consultations. Discuter avec l'Iran sera difficile compte tenu des aspirations nucléaires de Téhéran, mais il faut nous inspirer de ce que nous avons réussi à faire pour l'Afghanistan car si nous y parvenons, Washington comme Téhéran peuvent tirer un grand avantage d'un partenariat.

Contrairement à ce que fait Israël, les États-Unis ne peuvent pas se permettre de ne pas convaincre les pays arabes du bien-fondé de leurs actions et la meilleure façon de regagner leur confiance est de se réinvestir dans le conflit israélo-palestinien. Il faut également que, tout en réaffirmant son soutien au gouvernement irakien actuel et au processus électoral, l'administration Bush recommence à mettre l'accent sur l'importance qu'elle accorde à la paix, à la stabilité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Irak.

Robert H. Scales



L'ancien général Robert H. Scales est l'ancien commandant de l'Army War College. Il est consultant en question militaire et commentateur pour *Fox News*.

« Les forces au sol sont trop peu nombreuses »

Source : *Washington Times*

Référence : « Ground forces too small », par Robert H. Scales, *Washington Times*, 25 janvier 2005.

Si on regarde les pertes militaires enregistrées en Irak, on observe que ce sont les Marines et les fantassins de l'Army qui enregistrent les plus lourdes pertes et qui sont le plus engagés dans les combats. Cela a été le cas dans toutes les guerres des États-Unis, hormis celle du Kosovo. Pourtant, depuis le Vietnam, l'Army a été malmenée par les différentes administrations, notamment par l'administration Carter, et cela a abouti au fiasco de la libération manquée des otages en Iran. Cet épisode doit nous rappeler qu'il faut une génération pour construire une armée efficace, mais que quelques années suffisent pour la détruire.

Le mois dernier, j'ai prononcé un discours devant 1 200 élèves officiers. Devant moi, presque tous les élèves allaient se rendre ou retourner en Irak après leur diplôme. Cela montrait bien à quel point l'Army est sur-déployée et illustre notre manque de réserves. Une fois encore, cette part essentielle de notre armée doit remplir trop de missions d'un coup. Le manque de personnel nous pousse à ce que les militaires accomplissent des tâches non-combattantes ou que la rotation ait lieu trop rapidement. Il faudrait au moins 150 000 hommes

supplémentaires.

Nous allons combattre les islamistes pour des générations. Il faut donc que nous construisions nos forces pour l'avenir en disposant de soldats nombreux.

Maggie Mitchell-Salem

Ancienne fonctionnaire au département d'État et « assistante spéciale » de Madeleine Albright (1998-2000), Maggie Mitchell-Salem est consultante en communication et politique publique à Washington.

« La démocratie a gagné, mais est-ce que les Américains s'en soucient ? »

Source : Daily Star

Référence : « Democracy won, but do Americans care ? », par Maggie Mitchell-Salem, *Daily Star*, 1er février 2005.

Il aura fallu des dizaines de milliers de morts pour qu'enfin les Irakiens puissent voter lors d'une élection cathartique. Pour que cette élection ait lieu, les États-Unis ont également payé un prix lourd avec 1 500 morts et 10 000 blessés. Aux États-Unis, la croyance selon laquelle construire la démocratie en Irak méritait ce sacrifice est malheureusement en train de s'éroder.

De plus en plus d'Américains sont opposés à la poursuite de l'engagement des États-Unis en Irak et cette perte de foi pourrait coûter à **George W. Bush** sa vision d'un monde libéré de la tyrannie. Bush compte sur les images des élections de dimanche pour retourner l'opinion et convaincre les États-Unis que, comme il l'a dit dans son discours inaugural, « le meilleur espoir de la paix dans le monde est l'expansion de la liberté ». Toutefois, si les États-Unis ne souscrivent pas à la rhétorique de Bush, l'expérience démocratique échouera. C'est pourquoi, malgré une présence états-unienne en Irak sans égal depuis le Vietnam, Bush a parlé 20 fois de la liberté dans son discours, mais jamais de l'Irak. Le coût financier de la guerre (300 milliards de dollars) commence également à provoquer des grincement de dents au Congrès et dans la population.

Bush a beau affirmer que sa réélection valide sa politique en Irak, il n'en est rien. Les États-Unis sont encore traumatisés par le souvenir du Vietnam et bien que l'Irak soit différent, cette association d'idée a une fonction corrosive sur le soutien à toute guerre. Bush l'a compris et il a commencé à préparer l'opinion à une baisse de ce qu'on pouvait espérer en Irak. Il va devoir insuffler une part de *realpolitik* dans son combat contre la tyrannie pour emporter l'adhésion. Il faut que la Maison-Blanche utilise son bref état de grâce post-électoral pour engager les États-Unis dans le long terme dans ce combat et préparer le pays à faire des sacrifices.

John Holmes



Ancien chef de cabinet pour les Affaires étrangères de John Major puis directeur de cabinet et conseiller pour les Affaires étrangères de Tony Blair, John Holmes est ambassadeur du Royaume-Uni en France.

« Ne pas mesurer le soutien au peuple irakien »

Source : Le Monde

Référence : « Ne pas mesurer le soutien au peuple irakien », par John Holmes, *Le Monde*, 28 janvier 2005.

Ce qu'il faut voir, dans les élections irakiennes, ce n'est pas les difficultés qui les entourent, mais tout simplement le fait qu'elles aient lieu ; et que la plupart des Irakiens d'aujourd'hui, qui n'ont jamais pris part à un scrutin démocratique, aient l'intention de se rendre aux urnes. Les élections ne sont pas ne chose courante au Proche-Orient, mais celles qui en Palestine ont porté au pouvoir Abu Mazen ont envoyé un message positif. L'Irak peut à son tour envoyer un nouveau message d'espoir, faisant écho à celui qu'a envoyé l'élection présidentielle en Afghanistan, qui s'est pourtant tenue dans des conditions tout sauf idéales.

La violence en Irak montre la détermination des forces opposées à la démocratie en Irak. L'un des leaders de la prétendue insurrection a déjà bien fait savoir que ce à quoi il s'oppose est le principe même de la démocratie. Malgré les menaces de mort en direction des électeurs, les sondages indiquent que 80 % des Irakiens veulent voter et prendre en main leur destin. Plus de 8 000 candidats sont en lice, 11 000 autres candidats se présentent aux élections locales, ainsi qu'aux élections régionales de la province kurde. Un tiers sont des femmes. 5 300 bureaux de vote ont été mis en place, et les campagnes d'information destinées aux électeurs touchent à leur fin. Près de 200 000 Irakiens participeront à l'organisation du scrutin sous la supervision des Nations unies. Le rôle de la Coalition se bornera à assurer la sécurité. Dans la majeure partie du pays, on s'attend à un taux de participation honorable et à des conditions de vote plutôt régulières. Le calme règne dans 14 des 18 provinces du pays. Les choses seront donc effectivement plus difficiles dans certaines régions et le principal problème est de déterminer dans quelle mesure toutes les communautés irakiennes participeront. Il reste cependant sur les listes de nombreux candidats sunnites prêts à braver la menace, à commencer par le président Ghazi Al-Yaouar. Quoi qu'il en soit, le gouvernement qui sortira des urnes devra prendre en compte les vues et les aspirations de tous les Irakiens, notamment quand il s'agira d'élaborer et d'adopter la Constitution définitive de l'Irak.

Je passe beaucoup de temps à expliquer en France la position de la Grande-Bretagne sur l'Irak, et mes interlocuteurs ne sont pas avares de conseils quant à la manière dont il faudrait procéder. Nous tombons tous d'accord, en revanche, sur le fait que c'est aux Irakiens de prendre leur pays en main. L'élections du 30 janvier sera centrale dans ce processus. Le Royaume-Uni a un grand rôle dans la stabilisation de l'Irak, mais nous gardons à l'esprit que c'est aux Irakiens de décider et que nous ne resterions pas si notre présence n'était plus souhaitée. Nous nous attachons à former les forces de sécurité irakiennes dans les plus brefs délais pour leur permettre de prendre la haute main sur la sécurité

intérieure et extérieure du pays. Il est indispensable, d'ici là, que les graves défis auxquels nous sommes confrontés n'entament pas la volonté de la communauté internationale de reconstruire l'Irak.

Salim Lone



Salim Lone, qui a dernièrement quitté l'ONU, était directeur de la communication et porte parole de l'ONU à Bagdad.

« Une élection pour bénir une occupation »

Source : The Guardian

Référence : « An election to anoint an occupation », par Salim Lone, *The Guardian*, 31 janvier 2005.

George W. Bush et Tony Blair ont bien vite présenté comme un triomphe l'élection en Irak alors qu'ils auraient été les premiers à la dénoncer si cette élection avait eu lieu dans les mêmes conditions au Zimbabwe ou en Syrie. Les mesures de sécurité draconiennes ont fait ressembler les villes d'Irak à des villes fantômes, les procédures de vote sont si compliquées que Jalal Talabani lui-même a dû se les faire expliquer, la plupart des candidats avaient peur d'apparaître en public ou étaient juste des noms sans visages associés. Les millions d'Irakiens et de membres de l'ONU qui ont participé à cette élection méritent notre respect, mais ils ont pris des risques pour rien. C'est une élection illégitime qui ne règlera rien à la détérioration de la situation et qui vise avant toute chose à diminuer le poids des sunnites en Irak. Le seul moyen de mettre fin à la destruction de l'Irak et d'en finir avec l'occupation et de rendre une part du pouvoir aux sunnites qui ont été systématiquement écartés des instances dirigeantes.

Le vrai objectif de la guerre étant le contrôle du pétrole irakien et l'installation de bases militaires dans cette région stratégique, il ne peut y avoir de vraie démocratie en Irak puisqu'il faut mettre en place des dirigeants acceptant les objectifs de l'administration Bush. Aucun Irakiens, même ceux qui bénéficient de la présence états-unienne, ne voit les États-Unis comme un promoteur de la démocratie et des Droits de l'homme. Toutes les tentatives des États-Unis pour disposer d'une légitimité dans le pays sont vouées à l'échec et provoqueront un retour de flamme car chaque fois qu'ils ont affirmé vouloir collaborer avec l'ONU, ils ont fini par imposer leurs décisions.

Les États-Unis ont peu de soutiens en Irak, hormis celui d'Ali Sistani favorable à une occupation que ses partisans haïssent mais qui sert son contrôle sectaire.

Sami Ramadani

Sami Ramadani a été un réfugié politique du régime de Saddam Hussein. Il est professeur de sociologie à la London Metropolitan University.

« Le taux de participation était bon au Vietnam aussi »

Source : The Guardian

Référence : « The Vietnam turnout was good as well », par Sami Ramadani, *The Guardian*, 1er février 2005.

Le 4 septembre 1967, le *New York Times* écrivait un article qui se félicitait de la forte participation des Vietnamiens à l'élection organisée par le régime fantoche mis en place au Sud-Vietnam par Washington « malgré la campagne terroriste du Vietcong » et y voyait un encouragement à l'action des États-Unis. La propagande de ce week-end fait écho à celle de l'époque.

On pourrait croire que le 30 janvier 2005, l'occupation états-unienne a pris fin et que la population a gagné sa liberté et ses droits démocratiques, mais comment un élection pourrait-elle être démocratique sous la loi martiale, sous occupation étrangère et avec une commission électorale mise en place par l'occupant ? La deuxième tromperie du week-end a été la participation, d'abord annoncée à 72 % puis 57 %, mais l'ambassadeur irakien à Londres est incapable de me dire la part de la population inscrite sur les listes électorales. À titre de comparaison, notons que, selon l'ONU, sur les quatre millions d'Irakiens exilés, seuls 280 000 se sont inscrits et 265 000 ont voté.

Le Sud, a répondu à l'appel de Sistani qui a présenté l'élection comme un premier pas vers la fin de l'occupation, mais cette promesse va être soumise à un test dans les prochains mois. Moqtada Sadr, qui avait présenté cette élection comme une mascarade, pourrait bien faire un retour en force. Au Nord, les Kurdes se prononcent majoritairement pour l'autodétermination alors même qu'**Henry Kissinger** propose **la division du pays en trois États**.

George W. Bush et **Tony Blair** veulent faire croire que les Irakiens ont voté pour approuver l'occupation et les États-Unis construisent de grandes bases militaires, ce qui laisse penser qu'ils sont prêts à rester longtemps en s'appuyant sur des gouvernements fantoches. Les médias ont présenté une confrontation entre Zarkawi et les Irakiens voulant voter avec une Coalition qui protégerait ces derniers, mais en réalité, la violence de Zarkawi est condamnée par l'ensemble du spectre politique irakien, y compris les milieux proches de la Résistance. Les Irakiens pensent que la Coalition le laisse agir pour animer les tensions et divisions en Irak.

Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

« La fin de l'hégémonie sunnite »

Source : Jerusalem Post

Référence : « The end of Sunni hegemony », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 1er février 2005.

Depuis sa construction comme un État moderne par les Britanniques dans les années 20, l'Irak a toujours été dirigé par sa minorité sunnite et l'autocratie de Saddam Hussein n'a été que la forme la plus sanglante de cette domination qui écrasait dans le sang les révoltes des autres communautés. C'est cette situation qui explique la grande participation des chiïtes et des Kurdes à l'élection et le boycott dans les zones sunnites.

Ce boycott est l'un des aspects de la tentative globale des anciens dirigeants d'Irak de saper et de délégitimer le transfert de pouvoir dans le pays. Ce que certains appellent « l'insurrection » n'est que l'expression brutale du refus de cette partie de la population d'abandonner le pouvoir. C'est ce qui explique que les chiïtes et les Kurdes soient la cible des attentats suicide au même titre que les Américains. Les élections en Irak n'étaient pas qu'une question de démocratie, c'était le passage du pouvoir.

Toutefois, une fois ce pouvoir transmis, le droit des minorités sera-t-il respecté ? Difficile à dire, tout comme il est difficile de savoir si les sunnites accepteront leur statut minoritaire, si les tensions entre chiïtes religieux et laïques ne vont pas s'exacerber, si les tensions entre chiïtes et Kurdes ne vont pas s'accroître autour de la constitution, et si les Kurdes vont accepter de démanteler leurs forces autonomes.

Il existe un vrai risque d'éclatement à la yougoslave.

Peter W. Galbraith



Membre du Centre for Arms Control and Non-Proliferation de Washington, Peter W. Galbraith fut négociateur des accords de Dayton, puis premier ambassadeur des États-Unis en Croatie. Il est professeur au

« Pendant que les Irakiens se félicitent, les Kurdes hésitent »

Source : New York Times

Référence : « As Iraqis Celebrate, the Kurds Hesitate », par Peter W. Galbraith, *New York Times*, 1er février 2005.

De toutes les choses remarquables qu'on a pu observer dimanche lors du vote, l'une des plus frappantes a sans doute été l'organisation d'un référendum informel sur l'indépendance du Kurdistan, vote auquel presque tous les électeurs ont participé et qui a donné onze fois plus de votes positifs que négatifs.

Cette nouvelle ne sera pas appréciée par les responsables américains et

National War College. Il était présent dans la zone d'où est partie la rébellion kurde, en 1991, et est favorable à la création d'un Kurdistan indépendant.

britanniques qui préfèrent ignorer le mouvement indépendantiste. **L. Paul Bremer** a ainsi refusé en février de recevoir les représentants kurdes qui venaient lui présenter une pétition d'1,7 millions de signatures en faveur de l'indépendance. Les États-Unis préfèrent voir le Kurdistan au travers de leur prisme déformant. Ainsi l'été dernier, **Condoleezza Rice** a déclaré qu'elle était impressionnée par la volonté des Kurdes à rester membres d'un Irak uni alors que je connaissais les responsables kurdes qu'elle avait rencontré et que je savais que tous souhaitaient un Kurdistan indépendant.

Le vote non officiel de dimanche a été organisé par une nouvelle génération de dirigeants kurdes qui reproche à ses aînés d'avoir déjà fait trop de concessions en faveur de l'Irak unifié. Lors du prochain vote en Irak, ce mouvement autour du référendum pourrait bien se constituer en parti politique. Les Kurdes détestent l'Irak et le drapeau irakien est presque interdit dans les régions contrôlées par le Parti démocratique du Kurdistan. Ils refusent d'abandonner le contrôle de la sécurité et de leurs frontières aux troupes arabes de Bagdad et ils vont tout faire pour préserver leur indépendance de facto.

Certes, les Arabes irakiens et les pays voisins ne veulent pas de l'indépendance du Kurdistan, mais il faut se souvenir des leçons de la Yougoslavie et nous y préparer.

Charles Kennedy



Charles Kennedy est le président du Parti libéral démocrate britannique.

« Les troupes britanniques doivent désormais se préparer à quitter l'Irak »

Source : The Independent

Référence : « British troops must now prepare to leave Iraq », par Charles Kennedy, *The Independent*, 1er février 2005.

Même si nous nous sommes opposés à la guerre d'Irak, cela ne doit pas nous pousser à voir les élections en Irak au travers d'un prisme déformant et à avoir une approche injuste de cet événement. En vérité, il faudra une semaine avant de savoir si le vote a permis l'élection d'un corps constitutionnel représentatif et des mois pour savoir si le mandat qui leur a été confié est respecté. Pour l'instant, nous devrions applaudir la bravoure des citoyens et nous demander comment aider les Irakiens à aller de l'avant.

L'insurrection ne s'arrêtera pas avec ce vote. Le spectre de la guerre civile plane toujours. L'Irak est devenu le centre du terrorisme militant. La nouvelle assemblée va devoir rédiger une constitution équilibrée et cela sera une tâche difficile. Mais cette élection ouvre une nouvelle phase pour notre gouvernement. **Tony Blair** a fait participer notre pays à cette guerre à cause d'armes de destruction massive et sur la promesse d'une relance du processus de paix au Proche-Orient qui n'a pas eu lieu. Cette action militaire a, au contraire, développé le terrorisme. Les troupes britanniques font du bon travail, mais leur participation à une action injustifiée les fait percevoir comme des occupants par la population et leur présence est jugée inacceptable.

Il faut une nouvelle approche et préparer notre départ d'Irak dans des termes ne

laissant pas la place à l'incertitude. Aujourd'hui, le gouvernement se contredit. Lorsque le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères affirment qu'il n'y aura pas de nouveau déploiement de troupes, ils sont contredits par le ministre de la Défense. Nos alliés ont quitté l'Irak ou s'apprêtent à le faire et notre mandat de l'ONU expire en décembre. Cela doit nous pousser à accélérer la formation des forces de sécurité irakienne et nous préparer à partir. Il faut reconnaître que l'Irak ne sera pas stabilisé tant que les troupes britanniques resteront sur place.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paieement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .